

Envoyé en préfecture le 15/04/2024

Reçu en préfecture le 15/04/2024

Publié le 17/04/2024

ID : 031-200068823-20240403-SIEVT2024003-DE



Syndicat intercommunal des eaux de Villemur-sur-Tarn

Rapport d'orientation budgétaire

Année 2024

Conseil syndical
03 AVR. 2024



PREAMBULE

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est une obligation légale pour syndicats qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus (article L 2312-1, D 2312-3 et L 5211-36 du CGCT).

Il a pour vocation de donner à l'organe délibérant les informations nécessaires qui lui permettront d'exercer son pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget.

Une délibération de l'assemblée délibérante prend acte du débat d'orientation budgétaire.

Celle-ci doit faire l'objet d'un vote. Par son vote, l'assemblée délibérante prend acte également de l'existence du rapport d'orientation budgétaire.

La délibération du DOB, comme toutes les autres, doit être transmise au contrôle de légalité.



Table des matières

PREAMBULE	1
PARTIE I : PRESENTATION GENERALE.....	3
PARTIE II : CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL.....	5
PARTIE III : SITUATION FINANCIERE DU SIEVT AU 31/12/2023.....	8
PARTIE IV : ELEMENTS PREVISIONNELS DU BUDGET 2024.....	10

PARTIE I : PRESENTATION GENERALE

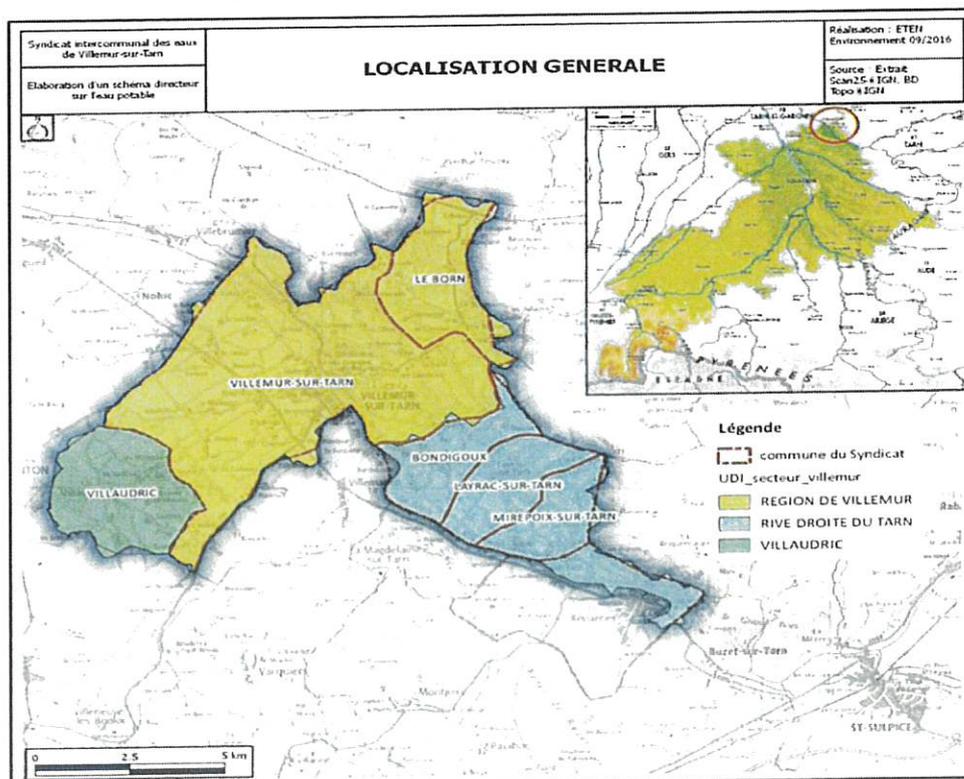
Le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE VILLEMUR-SUR-TARN est compétent en matière de production d'eau potable des 6 communes qui sont :

- Villemur-sur-Tarn ;
- Le Born ;
- Bondigoux ;
- Layrac-sur-Tarn ;
- Mirepoix-sur-Tarn ;
- La partie Nord de Bessières (Rive Droite du Tarn).

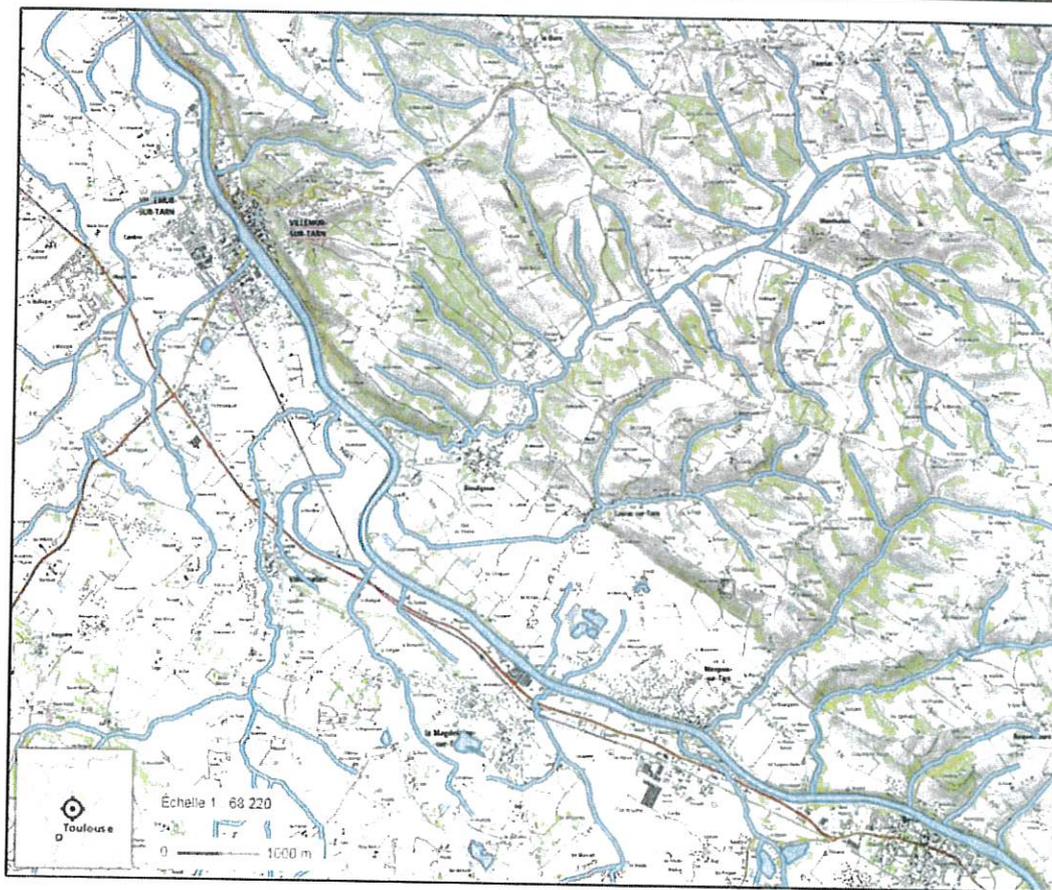
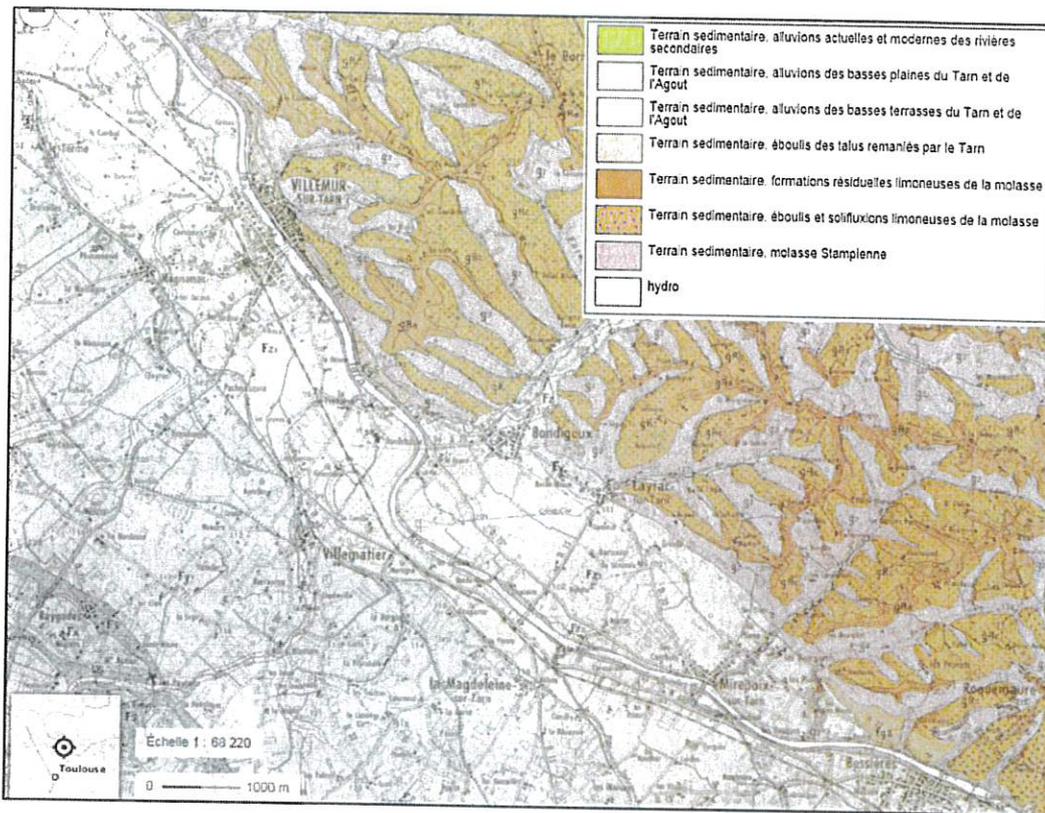
Il est à noter que le SIEVT est né, en Janvier 2017, de la fusion entre deux anciens syndicats :

- Le Syndicat Intercommunal des Eaux de la Région de Villemur (« SIERV ») ;
- Le Syndicat Intercommunal des Eaux de la Rive Droite du Tarn (« SIERDT ») ;
- Le syndicat réalise également des ventes d'eau en gros sur la commune de Villaudric afin d'assurer la distribution d'eau potable sur cette commune.

Le syndicat couvre une superficie de 9 427 ha.



Le SIEVT s'étend sur une superficie totale de 94,27 km², avec une altitude comprise entre 85 m et 223 m, le relief global de ce syndicat est plutôt plat. La densité est comprise entre 45 et 243 hab/km².



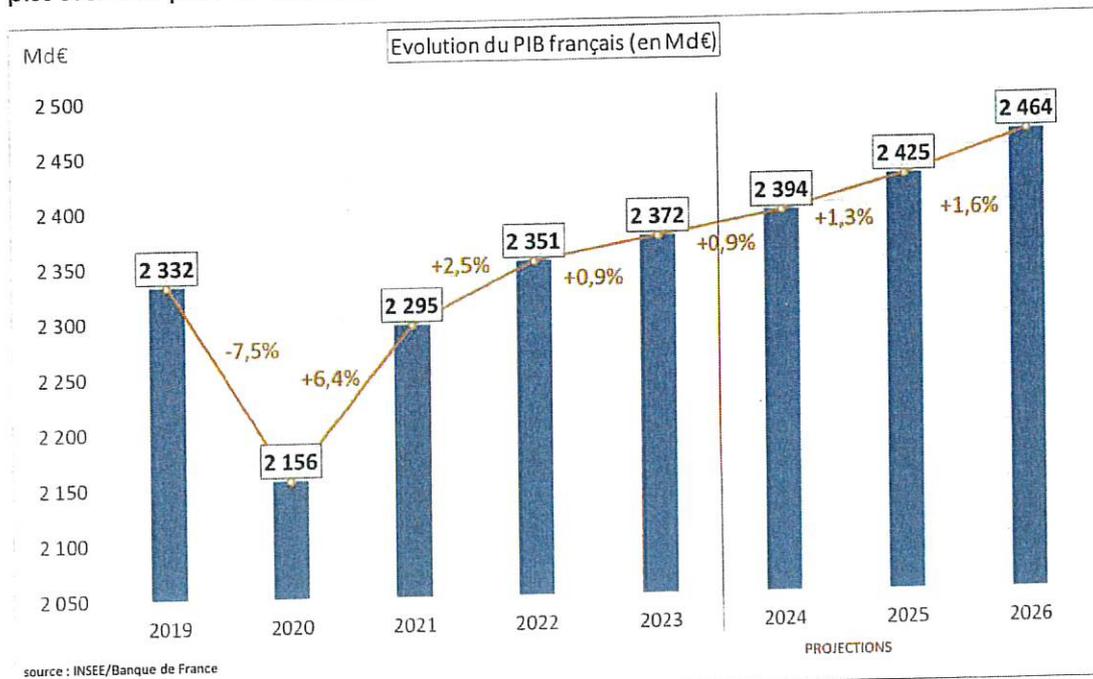
PARTIE II : CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL

L'année 2020 a été marquée par un repli économique important en France, comme à l'international, suite à l'apparition de l'épidémie de Covid-19. Les mesures prises cette année-là (confinements de plusieurs semaines, fermeture des commerces dits « non essentiels », etc.) ont impacté très fortement tous les secteurs de l'économie française, européenne et, plus largement, mondiale. La France affiche en 2020 un PIB en net recul (-7,5%) par rapport à 2019, plus important que celui affiché par la Zone Euro (-6,7%).

La levée des confinements et la réouverture de la plupart des établissements accueillant du public ont permis un rebond économique important en 2021 avec un PIB français en hausse de +6,4% par rapport à 2020.

Depuis le début de l'année 2022, marquée notamment par la guerre en Ukraine, l'activité mondiale a ralenti et l'inflation s'est généralisée. Cette situation a conduit d'une part les principales banques centrales à resserrer leurs politiques monétaires et d'autre part les gouvernements à prendre des mesures budgétaires visant à limiter l'impact de la hausse des prix, notamment sur l'énergie.

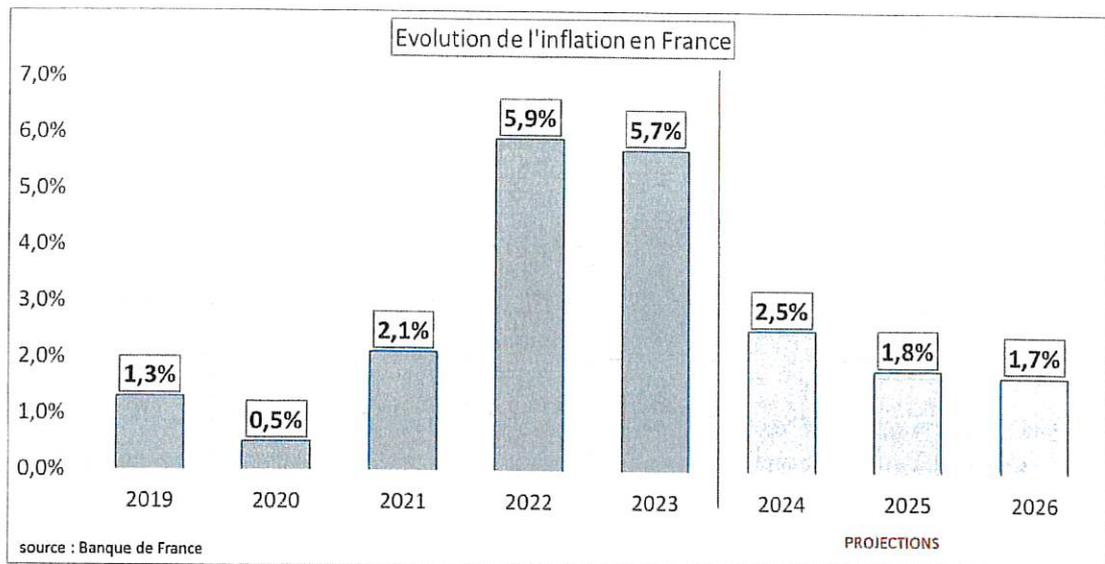
Le PIB s'en trouve affecté avec une progression relativement mesurée entre 2022-2024 mais plus soutenue pour les années suivantes.



L'année 2023 a été marquée par un niveau d'inflation encore élevés et le maintien, par les banques centrales, de la hausse des taux directeurs pesant sur les indicateurs économiques et confirmant le ralentissement de la croissance.

Les projections de le Banque de France anticipent un repli de l'inflation à court terme avec une hausse des prix estimée à 2,5% en 2024. Pour les années suivantes, l'institution table sur un

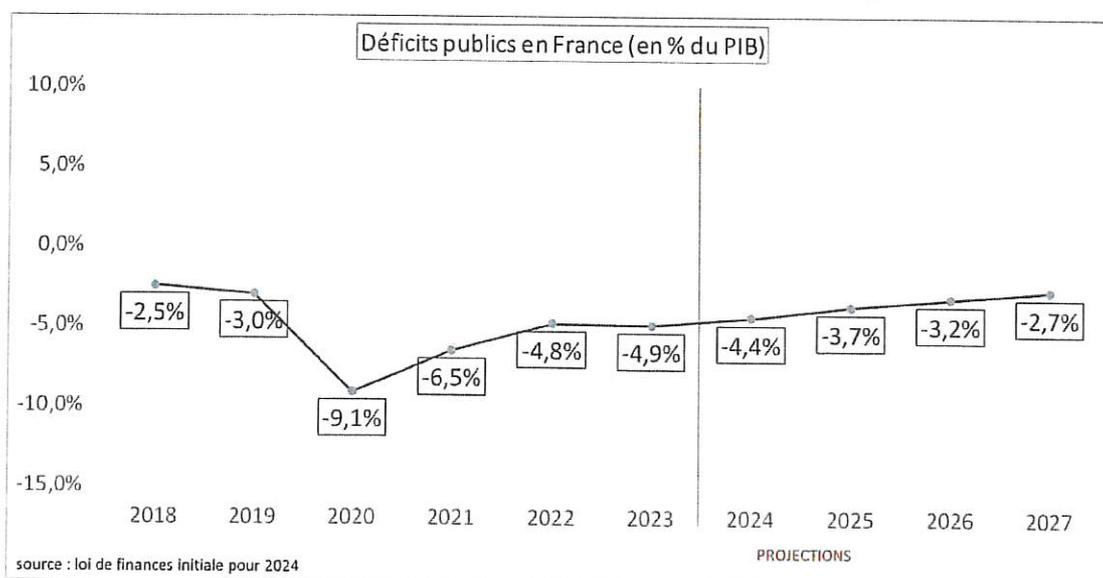
retour progressif de l'inflation vers le taux cible de la Banque centrale européenne (BCE) de 2%, mais encore supérieur au taux constaté en 2019 (1,3%).



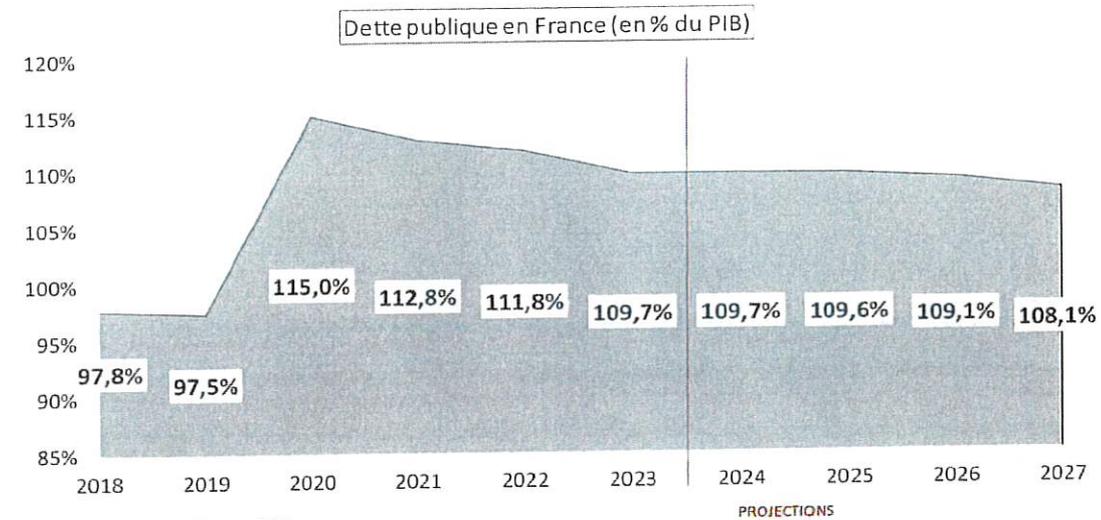
L'OCDE a eu l'occasion de souligner la forte et rapide mobilisation des gouvernements face à la crise sanitaire. Les mesures prises, nécessaires pour éviter un désastre social, ont cependant dégradées lourdement les finances publiques. Le coût de ces mesures est estimé par le Gouvernement à 424 Md€ sur trois ans (158 Md€ en 2020, 170 Md€ en 2021 et 96 Md€ en 2022). Dans ces conditions, le déficit public et la dette publique se sont creusés de manière conséquente.

Le Gouvernement français, dans la loi de programmation des finances publiques 2023-2027, prévoit une résorption progressive du déficit public chaque année.

La loi de finances initiale pour 2024 s'inscrit dans ce cadre. Notons toutefois que le déficit attendu pour 2027 (-2,7%) est supérieur à celui observé en 2018 (-2,5%).



La dette publique a également bondi, dépassant pour la première fois les 100% du PIB et plafonnant en 2020 à 115% du PIB. La France arrive ainsi en cinquième position des pays de la Zone Euro les plus endettés après la Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne.



PARTIE III : SITUATION FINANCIERE DU SIEVT AU 31/12/2023

Le compte administratif affiche un résultat positif en 2023, réparti comme suit :

- Section de fonctionnement : -6 666,88€ ;
- Section d'investissement : +1 351 551,78€.

EXPLOITATION (en €)	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Report de l'exercice N-1		79 177,06 €	79 177,06 €
Réalisations de l'exercice	1 254 693,12 €	1 168 849,18 €	- 85 843,94 €
Total section d'exploitation	1 254 693,12 €	1 248 026,24 €	- 6 666,88 €

INVESTISSEMENT (en €)	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Report de l'exercice N-1		1 474 325,35 €	1 474 325,35 €
Réalisations de l'exercice	359 593,05 €	236 819,48 €	- 122 773,57 €
Total section d'investissement	359 593,05 €	1 711 144,83 €	1 351 551,78 €

RESULTAT 2023 = 1 344 884,90€

Recettes d'exploitation (en k€)	2022	2023
TOTAL	1 088,4	1 168,8
Prestations	1 045,9	1 111,1
Subventions d'exploitation	2,9	2,5
Produits exceptionnels	0,9	2,4
Opérations d'ordre	38,7	52,8

Les produits d'exploitation progressent de +80 k€ porté par les recettes des factures d'eau (prestations) dont les tarifs ont progressé entre 2021 et 2022 puis entre 2022 et 2023.

Dépenses d'exploitation (en k€)	2022	2023
TOTAL	1 272,2	1 254,7
Charges générales	1 000,2	957,9
Charges de personnel	12,5	31,2
Charges de gestion courante	29,2	41,9
Charges financières	4,7	4,1
Charges exceptionnelles	6,8	2,4
Dotations aux provisions	6,4	0,0
Dotations aux amortissements	212,3	217,2

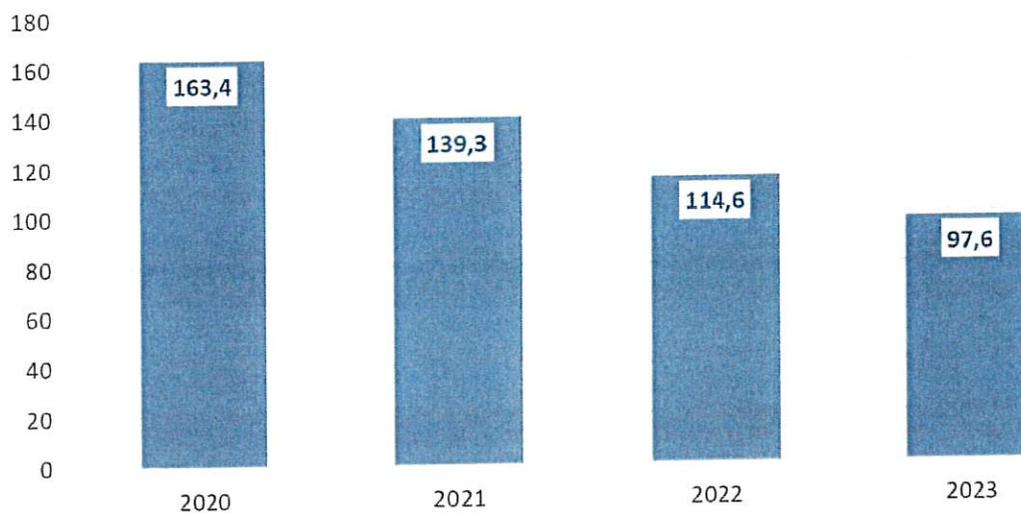
Les dépenses d'exploitation diminuent légèrement (-17 k€). Les charges générales reculent de -42 k€. Il s'agit de la baisse du remboursement des prestations intégrées (interventions réalisées par Réseau 31 au titre du branchement des compteurs et de l'entretien courant).

En parallèle, les dépenses de personnel augmentent ainsi que les charges de gestion de courante (montants des créances en non-valeur et créances éteintes plus importants en 2023 qu'en 2022).

Les investissements réalisés en 2023 s'élèvent à 286 k€, en hausse de +93 k€ par rapport à l'année 2022. Il s'agit essentiellement des travaux de renouvellement du réseau de distribution d'eau potable depuis le réservoir de Patrou au lieu-dit Calprédo à Bondigoux.

Parallèlement, le syndicat continue de se désendetter en 2023. L'encours de dette atteint 97,6 k€ au 31 décembre 2023, soit une réduction de 65,8 k€ de dette depuis 2020.

Encours de dette au 31 décembre (en milliers €)



PARTIE IV : ELEMENTS PREVISIONNELS DU BUDGET 2024

Recettes d'exploitation (en k€)	BP 2023	BP 2024
TOTAL	1 453,7	1 479,5
Prestations	1 257,8	1 380,0
Subventions d'exploitation	2,9	2,5
Produits exceptionnels	58,0	45,5
Opérations d'ordre	55,8	51,5
Résultat reporté	79,2	0,0

Les recettes d'exploitation devraient légèrement augmenter (hausse des tarifs en 2023 et 2024) malgré la baisse des recettes exceptionnelles et l'absence de résultat reporté en 2024.

Dépenses d'exploitation (en k€)	BP 2023	BP 2024
TOTAL	1 453,7	1 479,5
Charges générales	1 100,7	1 077,6
Charges de personnel	53,0	70,0
Charges de gestion courante	48,3	29,5
Charges financières	4,7	3,7
Charges exceptionnelles	8,5	4,0
Dotations aux provisions	21,0	37,0
Dotations aux amortissements	217,5	251,0
Résultat reporté	0,0	6,7

Les dépenses d'exploitation progressent légèrement aussi. La baisse sur les charges générales permet de compenser en partie la hausse sur d'autres postes de dépenses :

- Dotations aux amortissements (hausse liée aux investissements 2023 qui commencent à être amortis) ;
- Dotations aux provisions (montant communiqué par la Trésorerie) ;
- Charges de personnel (hausse liée au glissement vieillesse technicité et à l'augmentation du SMIC et du point d'indice).

Pour les investissements, il est notamment prévu :

- La poursuite des renouvellements de compteurs (budget prévu de 85 k€) ;
- L'inscription des crédits budgétaires pour un lancement des travaux de la station d'eau (fin d'année 2024 ou début d'année 2025) pour 1,6 M€ ;
- Le remplacement de canalisations (250 k€).



Ces investissements sont financés principalement par l'excédent des années antérieures (1,4 M€) et des subventions de l'agence de l'eau et du Département (0,5 M€).

Si les travaux de la station d'eau débutent en 2024, il sera sans doute nécessaire de contracter un emprunt à hauteur de 260 k€ afin de ne pas financer l'intégralité de la charge par les fonds propres et de permettre le remplacement d'une partie du réseau de canalisation.